COMPTE RENDU DE LA REUNION

DU CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2015

Tous les membres présents, excepté : Philippe CATTET, Florian HUGUENOTTE, Patrick JUIF

Absents : Excusés : Florian HUGUENOTTE, Patrick JUIF
Non excusé : Philippe CATTET

Secrétaire de réunion : Aurore SCHMITT

Le quorum étant atteint, le maire ouvre la séance à 20 heures 32

En début de séance, à la demande de Mme Le Maire, une minute de recueillement a été respectée suite aux attaques terroristes qui touchent Paris. Toutes nos pensées envers les familles et leurs proches dans ce moment de souffrance et de deuil.

Rappel : Recueillement prévu samedi 21 novembre à midi devant le monument aux morts de la Barêche

Mme Le Maire demande aux membres du Conseil Municipal leur accord pour ajouter 2 points à l'ordre du jour : demande acceptée

Un premier point

Délibération sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Internationale (SDCI) de Monsieur le Préfet. (délibération N° 017)

La réforme territoriale bouleverse nos territoires. Avec la loi NOTRe, les communautés de communes doivent atteindre un certain seuil de population au 1er janvier 2017, la CCPO doit compter au minimum 14 710 habitants.

Le Préfet a dévoilé son projet de nouvelle carte intercommunale départementale en Commission Départementale de Coopération Intercommunale le 14 octobre dernier : au 1/01/2017, la nouvelle communauté de communes devrait compter 79 communes, 24 937 habitants sur une superficie de 675 km². Il s'agit des 3 communautés de communes du Pays d'Ornans, d'Amancey Loue Lison, du canton de Quingey et des communes d'Abbans dessous et Abbans dessus. Les communes et communautés de communes ont 2 mois pour donner leur avis.

Le projet du Préfet :

- n'est pas conforme à la position des maires de la CCPO, consignée dans un courrier adressé au Préfet le 24 septembre, à savoir Communauté de communes du Pays d'Ornans, Communauté de communes Amancey-Loue-Lison + Communes de Rurey, Montrond le Château, Epeugney et Chenecy Buillon.

Le projet du Préfet :

- n'est pas conforme à nos attentes et à l'ambition que nous avons du territoire, qu'il ne respecte pas les critères de bassins de vie et de cohérence territoriale, soit :

- La CCPO et la CCALL forment un territoire uni et cohérent puisqu'il correspond à un bassin de vie,
- L'échelle pertinente pour l'exercice des compétences est le bassin de vie Amancey – Ornans,
- La qualité des services publics sur un territoire de la dimension du Pays Loue Lison, en raison de son étendue, va se dégrader sauf à déployer de nouveaux moyens financiers et humains,
- La préservation du lien Communauté de Communes/Communes et le sentiment d'appartenance au territoire disparaissent à l'échelle du Pays Loue Lison,
- Avoir la volonté d'accueillir des communes en nombre raisonnable qui auraient un sentiment d'appartenance ou de lien avec le bassin de vie Amancey-Ornans,
- Respecter la détermination souveraine des communes à choisir leur EPCI

Après en avoir délibéré, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées, s'opposent au projet de nouvelle carte intercommunale départementale proposée par M Le Préfet.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

DU CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2015

Un deuxième point

Délibération pour approbation du rapport SIEHL 2014 (délibération N° 018)

Après avoir pris connaissance du rapport annuel, du syndicat de la haute loue, sur le prix et la qualité du service public – service de l'eau potable – exercice 2014, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées, approuve à l'unanimité ce rapport, disponible en mairie.

1. Approbation du compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 2 octobre 2015

Approbation par l'ensemble des voix représentées.

Délibération portant sur la constitution d'un groupement d'achat pour le contrôle et l'entretien des poteaux et bouches incendie publics (délibération N° 019)

La prestation relative au contrôle et à l'entretien des poteaux et bouches incendie publics n'a pas été reconduite dans le nouveau contrat d'affermage.

La compétence « Incendie » étant du ressort de la commune, le contrôle et l'entretien des poteaux et bouches incendie est à la charge du budget général de la Commune.

Afin de pouvoir continuer à bénéficier de conditions techniques et financières avantageuses liées au nombre important des équipements de l'ensemble des communes (de l'ordre de 1 200), il est souhaitable que les communes adhérentes au Syndicat Intercommunal des Eaux de la Haute-Loue, prennent la décision de mettre en place un groupement d'achat pour la réalisation de cette prestation.

Après en avoir délibéré, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées, accepte le principe d'un groupement d'achat en conformité avec l'article 8 du Code des Marchés Publics dont le SIEHL serait le coordonnateur et autorise le Maire à signer la convention constitutive du groupement d'achat avec le SIEHL.

2. Délibération concernant le dossier de subvention Accessibilité (délibération N° 020)

Rappel de la décision prise lors de la réunion du conseil municipal du 31 juillet 2015 – point 2 concernant la mise en accessibilité des bâtiments communaux.

Les travaux que nous devons éventuellement programmer représentent un coût estimatif de 16 625.00 € pour lesquels une demande de subvention a été déposée en préfecture.

Après en avoir délibéré, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées, approuve le dossier de subvention.

3. Bois :

Coupes 2015/2016

Les travaux dans la coupe 23 ont été effectués par M ULAS Thierry. Le cubage de ces bois sera effectué prochainement.

Affouage :

Les personnes intéressées par un lot d'affouage avaient jusqu'au 19 novembre pour s'inscrire

Le tirage des lots d'affouage sera effectué le mercredi 2 décembre 2015 à 19h30

Prix du lot inchangé : 70 €

Rencontre avec M Maréchal le mercredi 18 novembre 2015, en présence de M Morel, garde ONF, concernant les délais de façonnage et d'enlèvement non respectés pour l'affouage 2014 et 2015 :

Le Maire et le Conseil Municipal accorde la parole à M Maréchal présent à la réunion de conseil.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

DU CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2015

Après avoir écouté ses explications et échangé sur le sujet, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées décide d'appliquer la clause indiquée sur le règlement d'affouage, à savoir : en cas de non-respect des dates définies, les lots non terminés sont repris par la commune sans recours ni remboursement.

M Maréchal demande à racheter les lots repris pour la somme de 50 €.

Le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées acceptent cette demande

4. Désignation d'un agent recenseur (délibération N° 021)

L'INSEE nous informe que le recensement des habitants et des logements de notre commune se fera du 21 janvier au 20 février 2016. Les personnes intéressées pour le poste d'agent recenseur pouvaient s'inscrire jusqu'au 19 novembre 2015

2 personnes se sont inscrites pour cette mission : Mme Catherine LAMBOLEY DEQUESNES et M Gérard CUENOT

Après avoir exposé les critères nécessaires à cette mission, le choix de Mme SCHMITT Aurore, coordonnateur communal, s'est porté sur Mme Catherine LAMBOLEY DEQUESNES.

Après en avoir délibéré, le Maire et le Conseil Municipal, par l'ensemble des voix représentées, accepte le choix de Mme Schmitt et désigne Mme Catherine LAMBOLEY DEQUESNES, agent recenseur.

5. Elections Régionales les 6 et 13 décembre 2015

Les Elections Régionales auront lieu les 6 et 13 décembre 2015 : début de la campagne électorale le 23 novembre. Le tour de garde du scrutin sera affiché prochainement

6. Urbanisme

Déclarations de travaux :

- BABOUOT Jean : véranda → accordée
- GUILLAME Jean-Marie : changement de fenêtres → accordée
- BELOT Louis : changement de fenêtres + porte → accordée
- BIAMBA Joan : extension terrasse → en cours
- VANOTTI SANDY : rajout d'une fenêtre → en cours

Certificat d'urbanisme (CU)

M PEQUIGNOT : Parcelle ZC 75 – superficie 34 a 34 ca : CU demandé sur 12 a → en cours

7. Informations diverses

• Résultat Contrôle URSSAF

« La vérification des bulletins de salaires de Mme Stoltz permet de constater qu'elle a effectué des heures complémentaires au mois de mai 2013.

Une réduction de cotisations salariales a été opérée pour un montant de 27 €

Cependant, depuis le 1^{er} septembre 2012, la réduction salariale sur les heures supplémentaires et complémentaires a été supprimée. Il n'y a donc pas lieu de procéder à cette réduction.

Etant donné la modicité de la somme, celle-ci ne vous sera pas réclamée »

• Travaux voirie : compétence de la CCPO

Suite à des réclamations et à la demande de Frédéric Guillame, M Daniel Pernin, vice-président de la CCPO nous informe des ratios suivants concernant les travaux de voirie de la commune de Durnes :

La Communauté de communes a réalisé dans notre commune des travaux représentant une dépense de 2 664,00 € par habitant et de 173,73 € par mètre de voirie que compte notre commune.

Ces chiffres sont à rapprocher de la moyenne des dépenses de voirie de l'ensemble de la CCPO, lesquels correspondent à un coût de 1 119,00 € par habitants et de 62,92 € par mètre de voirie

Durnes n'a pas été oubliée

COMPTE RENDU DE LA REUNION

DU CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2015

- **Travaux église** : voir compte rendu Réunion de chantier affiché

- **Repas des anciens / Vœux du Maire 2016**

Il a été décidé de renouveler la formule 2015, à savoir repas des anciens le midi et vœux du Maire le soir. **La date retenue est le 23 janvier 2016**

Vous serez informé du déroulement de cette journée ultérieurement

- **Arbre de Noël** organisé par le Comité d'Animation :

La salle des fêtes sera gratuite à l'occasion de l'arbre de Noël que le Comité organise pour les enfants et les habitants de Durnes

- **Formation Mme Stoltz, secrétaire de mairie**

Mme Stolz a participé à une réunion le Jeudi 5 novembre de 9h à 12h à la mairie de LODS pour la mise en place la dématérialisation des échanges (mandats - titres, factures, rôles, payes ....) sous @magnus.

Ces 3 heures lui seront rémunérées.

- **Projet de déserte forestière**

La commune de Durnes rencontre beaucoup de difficultés pour l'exploitation de sa forêt : d'importantes contraintes topographiques, avec un relief très marqué.

Une partie de la forêt communale ainsi que certaines parcelles privées sont peu ou pas desservies.

Ce qui contraint à une gestion forestière très difficile ou inexistante dans certains endroits.

Dans le cadre du programme LEADER (Lien Entre Actions De Développement de l'Economie Rurale) la commune a envoyé un courrier au CRPF (Centre Régional des Propriétaires Forestiers) afin de programmer une réunion d'information publique sur le thème "Améliorer la desserte pour faciliter l'exploitation du bois sur le territoire"

La Région réserve des crédits importants pour les orientations gérées par le programme LEADER.

- **Centenaire PERGAUD**

5 personnes de Durnes, ont participé au lancement du «Centenaire Pergaud» et au vernissage de l'exposition itinérante « La Roulante » vendredi 13 novembre 2015 à la Fédération des Chasseurs du Doubs à Gonsans → **Manifestation réussie, exposition remarquable :**

Un courrier a été adressé à M Le Président de la CCPO mentionnant notre surprise et notre déception de lire dans un compte rendu de réunion : "la Communauté de Commune du Pays d'Ornans a répondu par courrier qu'elle ne souhaitait pas être partenaire du projet"

L'ensemble des animations proposées ainsi que l'exposition itinérante, «La Roulante », s'adresse aux habitants des communautés de communes engagées dans cette démarche : dommage pour les habitants des communes de la Communauté de Commune du Pays d'Ornans.

En octobre 1901, Louis Pergaud est nommé enseignant à Durnes pour son premier poste, il épouse en 1903, Marthe Caffot, institutrice à la Barêche.

C'est pourquoi la participation de la commune de Durnes semble nécessaire.

- **Prêt structuré de la CCPO**

Le prêt structuré de la CCPO indexé sur le franc suisse a été renégocié avec un taux fixe jusqu'en 2037 : explications de Frédéric GUILLAME

8. Questions :

- Demande de M et Mme GIRARD de la Grange Forest pour installer un panneau de signalisation au rond-point de Durnes : demande acceptée par l'ensemble du Conseil municipal.

PLUS RIEN N'ETANT A L'ORDRE DU JOUR, LA SEANCE EST LEVEE A 23 H 40